

ACTION URGENTE

UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS ET UN SYNDICALISTE MENACÉS

Un homme et une femme armés sont entrés de force chez Jackeline Rojas Castañeda, une défenseure colombienne des droits humains. Ils ont menacé de tuer sa fille et ont demandé des informations sur son mari, le syndicaliste Juan Carlos Galvis.

Le 9 novembre, un homme et une femme armés sont entrés chez Jackeline Rojas Castañeda à Barrancabermeja, dans le nord de la Colombie. Cette dernière est l'une des membres dirigeantes de l'Organisation populaire des femmes (OPF), pour laquelle elle travaille depuis 20 ans.

Les deux agresseurs ont tenu en joue Jackeline Rojas Castañeda et sa fille de 15 ans dans des pièces séparées. Ils ont dit à Jackeline Rojas Castañeda qu'ils tueraient sa fille si elle criait ou tentait d'appeler au secours. Ils l'ont attachée et bâillonnée avant d'asperger son corps et ses vêtements de peinture rouge. Ils ont également pulvérisé de la peinture rouge sur des photos de Juan Carlos Galvis et écrit « fils de pute » [HP perro] et « salope » [HP perra] sur les murs.

Ils ont demandé à plusieurs reprises où se trouvaient le fils de Jackeline Rojas Castañeda et son époux, Juan Carlos Galvis, qui dirige le Syndicat national des travailleurs de l'industrie agroalimentaire (SINALTRAINAL). Cet homme est également membre du comité exécutif de la section de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT) dans le département de Santander.

Au domicile de Jackeline Rojas Castañeda, les agresseurs se sont emparés de deux ordinateurs portables, de clés USB, de téléphones mobiles et de documents qui contenaient des informations sur les activités de Juan Carlos Galvis. Le 10 novembre, Jackeline Rojas Castañeda est allée signaler les faits au parquet, qui a initialement refusé sa plainte en l'accusant d'avoir inventé l'agression en question.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- dites-vous inquiet pour la sécurité de Jackeline Rojas Castañeda, Juan Carlos Galvis et leur famille, et demandez à ce qu'ils bénéficient de mesures de protection en accord avec leurs souhaits ;
- appelez les autorités à diligenter une enquête minutieuse et impartiale sur l'agression en question, à rendre les conclusions publiques et à traduire en justice les responsables présumés ;
- rappelez-leur qu'elles doivent s'acquitter de leur obligation de protéger les défenseurs des droits humains, comme l'indique la Déclaration des Nations unies de 1998 sur les défenseurs des droits de l'homme.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 29 DÉCEMBRE 2011 À :

Président colombien

Juan Manuel Santos
Señor Presidente Juan Manuel Santos
Presidente de la República, Palacio de Nariño, Carrera 8 No. 7-26, Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 596 0631

Formule d'appel : *Excmo. Sr. Presidente Santos, /*

Monsieur le Président,

Ministre de l'Intérieur

Germán Vargas Lleras
Ministerio Del Interior
Carrera 9a. No. 14-10, Bogotá, Colombie
Fax : +57 1 242 7400 ext 2351 (dites : « me da tono por favor »)

Formule d'appel : *Estimado Sr. Ministro Vargas, / Monsieur le Ministre,*

Copies à :

Organización Femenina Popular

Cra 22 No 52B – 36
Barrancabermeja, Santander, Colombia

Et :

SINALTRAINAL

Carrera 15 # 35 – 18
Bogotá, Colombia

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays (adresse(s) à compléter) :
Nom(s), adresse(s), numéro de fax, courriel, formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS ET UN SYNDICALISTE MENACÉS

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Ces 10 dernières années, Jackeline Rojas Castañeda et Juan Carlos Galvis ont été menacés de mort à maintes reprises par des paramilitaires. Au cours du mois écoulé, des inconnus ont déjà essayé par deux fois d'entrer chez eux de force. Jackeline Rojas Castañeda et Juan Carlos Galvis reçoivent tous les deux des menaces, notamment de mort, et ce depuis plusieurs années.

L'OFP, fondée en 1972, promeut les droits fondamentaux des femmes dans la région du Magdalena Medio, où se situe Barrancabermeja (département de Santander). Les membres de l'OFP ont été victimes de plusieurs menaces et agressions.

Beaucoup de défenseures des droits humains, dont des responsables locales et des porte-parole de la société civile, continuent d'être menacées et tuées pour les actions qu'elles mènent en faveur des droits des femmes et contre la violence. Il arrive aussi qu'on prenne des femmes pour cible en représailles de leur action en tant que défenseures des droits humains ou responsables locales, ou bien dans l'objectif de les faire taire lorsqu'elles dénoncent des violences. Ces dernières années, des militantes et des responsables locales œuvrant aux côtés d'habitants déplacés de force, ou menant campagne pour la restitution des terres dérobées, ont reçu des menaces ou ont été tuées, généralement par des paramilitaires. Certaines ont également subi des sévices sexuels.

Le syndicat SINALTRAINAL a été fondé en 1982 pour défendre et promouvoir les droits des travailleurs de l'industrie agroalimentaire. Depuis sa création, au moins 22 de ses membres ont été victimes d'homicides ou de disparitions forcées imputables à des paramilitaires agissant seuls ou en collusion avec les forces de sécurité ; des dizaines ont subi des agressions ou reçu des menaces de mort.

Ces dernières années, SINALTRAINAL a pris part à plusieurs conflits sociaux, qui l'ont souvent opposé à de grandes sociétés multinationales. Il est arrivé fréquemment que, lors de ces conflits, des membres du syndicat signalent avoir été menacés ou agressés, généralement par des agents des forces de sécurité ou des groupes paramilitaires.

Plus de 2 000 syndicalistes ont été tués et plus de 138 ont été victimes de disparitions forcées en Colombie au cours des 20 dernières années. En 2010, au moins 51 syndicalistes ont été tués, contre 39 en 2007.

Dans le contexte du conflit armé qui déchire la Colombie de longue date, les défenseurs des droits humains et les syndicalistes sont particulièrement exposés aux menaces et aux homicides. La plupart de ces attaques sont imputées à des groupes paramilitaires. Des groupes de guérilla prennent également pour cible des défenseurs des droits humains, des syndicalistes et d'autres militants des droits sociaux considérés comme une menace pour leurs intérêts.

Noms : Jackeline Rojas Castañeda et Juan Carlos Galvis

Genre : Jackeline Rojas Castañeda (femme) ; Juan Carlos Galvis (homme)

AU 337/11, AMR 23/033/2011, 17 novembre 2011

